

REVUE DE PRESSE

18 juin 2021 – 23 juillet 2021



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

DIRCOM Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Enseignants, chercheurs et doctorants

The Conversation

20 juillet 2021

Avec Pascal Marty, professeur de géographie de l'environnement

Comment améliorer la mesure des récoltes de bois en Europe ?

En juillet 2020, une étude publiée par une équipe du Centre commun de recherche (CCR) de l'Union européenne annonce que le niveau de la récolte de bois en Europe aurait bondi de 49 % sur la période 2016-2018, en comparaison à 2011-2015.

L'information a surpris les acteurs forestiers, chercheurs, gestionnaires ou acteurs des politiques publiques. Les statistiques forestières nationales des pays européens n'ont en effet détecté aucune variation qui conclurait à une telle hausse.

Dans son étude, le CCR relie cette progression à l'impulsion induite par la stratégie en faveur de l'usage du bois, voulue par l'Europe pour contribuer à la transition écologique. Or si une hausse de la récolte de l'ampleur de celle mesurée par l'équipe du CCR ne remettait pas forcément en question la durabilité de la gestion forestière, elle suggère cependant une mise en œuvre incontrôlée des politiques forestières publiques des pays européens.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

20 juillet 2021

Avec Thomas Clay, professeur de droit

Affaire Dupond-Moretti : « Le garde des sceaux est devenu le symbole d'une forme de perte de valeurs »

La situation est inédite parce que la Cour de justice de la République s'en prend pour la première fois à un ministre en exercice, accusé de mélanger les genres entre ses anciennes et ses nouvelles fonctions relève dans une tribune au « Monde » le juriste Thomas Clay

Tribune. Destinée à masquer l'inanité du dernier changement de gouvernement, la nomination d'Eric Dupond-Moretti comme garde des sceaux était un « coup de com » qui tourne désormais chaque jour davantage à la confirmation de l'erreur de casting. Avoir remplacé la valeureuse Nicole Belloubet, professeure de droit, ancienne membre du Conseil constitutionnel, ayant fait aboutir la grande loi pluriannuelle du 23 mars 2019, par l'« ogre des prétoires », la « bête noire » des juges – comme il se qualifie lui-même –, s'inscrit dans ce primat du « vu à la télé » qui a peu à voir avec les exigences ministérielles, surtout celles de la Place Vendôme, les plus exigeantes entre toutes.

[Lien via Euroresse](#)

Jeune Afrique

20 juillet 2021

Avec Philippe Marchesin, maître de conférences en science politique

Afrique-France : la « schizophrénie » de l'aide au développement décortiquée

Dans son livre intitulé « La Politique de coopération – Je t'aide moi non plus », le chercheur Philippe Marchesin décortique les tenants et les aboutissants de l'aide à la française depuis 1958...

Voici un brûlot de belle taille qui entend contredire le discours officiel sur les vertus de l'aide publique au développement conduite par la France depuis 1960. Et qui y parvient. Certes, le livre intitulé La Politique française de coopération – Je t'aide, moi non plus qu'a rédigé Philippe Marchesin, enseignant-chercheur au département de science politique de l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, défend une thèse qui n'est pas nouvelle. Avant lui, Tibor Mende, Dambisa Moyo ou Thomas Sankara ont dénoncé les effets pervers de ces transferts en apparence généreux des pays riches vers les pays pauvres.

[Lien vers l'article](#)

Actualitte.com

20 juillet 2021

Avec Charlotte Duvette, doctorante en histoire de l'art

Le quartier Richelieu, à Paris, au coeur d'un projet de recherche

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, et Éric de Chasse, directeur général de l'INHA, ont signé le 19 juillet 2021, une convention de mécénat pour le projet de recherche « *Richelieu. Histoire du quartier* », qui vise à retracer l'histoire du quartier que partagent les deux institutions.

À cette occasion, le Gouverneur de la Banque de France s'est rendu en Salle Labrouste - Bibliothèque de l'Institut national d'histoire de l'art, installée sur le site Richelieu. Ce soutien permettra de recruter une chercheuse qui sera en charge du développement du programme.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

19 juillet 2021

Avec Pauline Blistène, chercheuse à la DIREVAL et spécialiste des fictions d'espionnage

« Le Bureau des légendes », pourvoyeur de recrues pour le renseignement français

Impeccable dans son élégante robe bleu ciel, Myriam le dit d'emblée : hors de la « boîte », presque personne ne sait qu'elle officie pour les services de renseignement français. Encore moins qu'elle est analyste, spécialisée dans le monde arabe.

Au quotidien, elle organise la collecte d'informations sensibles sur le terrain, produit des notes, part en mission à l'étranger. « *Quand on me demande ce que je fais dans la vie, je dis que je suis au ministère des armées, et que mon travail n'est pas passionnant. En général, ça coupe la conversation. Même mes parents ignorent que je suis à la DGSE [direction générale du renseignement extérieur] . Je ne veux pas leur imposer le fardeau du secret* », explique cette jeune diplômée d'un Institut d'études politiques (IEP).

[Lien via Europresse](#)

Europe 1

17 juillet 2021

Avec Rémy Knafou, professeur émérite de géographie

Après la crise, un tourisme écologique et durable ? "L'industrie n'aura pas le choix

Rémy Knafou, professeur émérite de géographie à l'université Paris 1- Panthéon-Sorbonne, était samedi l'invité d'Europe Soir. Pour ce spécialiste, l'industrie touristique, qui traverse à cause du Covid-19 la plus grave crise de son histoire, doit renoncer à la logique de masse.

INTERVIEW

L'industrie du tourisme pourra-t-elle se remettre du choc lié à l'épidémie de Covid-19 ? Une flambée des contaminations dans plusieurs pays d'Europe, notamment la France, l'Espagne et le Portugal, fait craindre une nouvelle mise à l'arrêt du secteur d'ici la fin de l'été. Pour Rémy Knafou, professeur émérite de géographie à l'université Paris 1- Panthéon-Sorbonne et cofondateur du Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, l'industrie touristique ne peut pas se permettre de repartir sur les mêmes bases qu'avant la pandémie. Elle doit amorcer sa mue pour passer d'un tourisme de masse à un tourisme plus soucieux des préoccupations environnementales.

[Lien vers l'article](#)

Actu.fr

17 juillet 2021

Avec Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire

CARTE. 16 parcours pour découvrir les traces visibles de la Révolution française à Paris

De 1789 à 1799, du Champ-de-Mars à la Bastille, de Mirabeau à Louis XVI : les grands instants, lieux et personnages de la Révolution française trouvent largement leur place dans les rues de Paris. La Ville a créé une application, et 16 parcours, pour les raconter.

« Parcourir le Paris de la Révolution française »

Au total, 120 lieux sont répertoriés à travers 16 quartiers de la capitale, et 16 balades. Avec le projet et l'application Parcours Révolution, lancés lundi 12 juillet, la mairie de Paris offre de « parcourir le Paris de la Révolution française à travers les traces encore visibles et les nombreux symboles de cette période », explique-t-elle sur le site du projet.

[Lien vers l'article](#)

Médiapart

17 juillet 2021

Avec Pascal Butterlin, professeur d'archéologie orientale

L'archéologue Pascal Butterlin : « Uruk est un modèle de civilisation »

Les premières formes d'écriture, de bureaucratie, d'État ont été inventées à Uruk. Le professeur d'archéologie Pascal Butterlin retrace la destinée de cette cité sumérienne mythique, site fermé au public depuis des décennies à cause des guerres. Pour Mediapart, ce spécialiste éclaire les apports des richesses du sol irakien.

Professeur d'archéologie orientale à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, auteur d'une Histoire de la Mésopotamie – Dieux, héros et cités légendaires (Paris, Ellipses, 2019), Pascal Butterlin connaît bien l'Irak, où il a effectué plusieurs fouilles. Il dirige la mission archéologique française de Khorsabad, à quelques kilomètres de Mossoul, ou encore celle de Mari, dans la Syrie voisine, et livre un bout de son savoir sur l'extraordinaire cité antique d'Uruk, que Mediapart a pu exceptionnellement visiter (voir notre reportage vidéo exclusif).

[Lien vers l'article](#)

Le Point

17 juillet 2021

Avec Rémy Knafou, professeur émérite de géographie

Rémy Libchaber, professeur de droit privé

Depuis l'intervention présidentielle du 12 août imposant de facto la vaccination contre le Covid, le débat social s'est obscurci faute de principes directeurs : plus personne ne sait exactement quoi penser ! Dans le désarroi où l'on se trouve plongé, le plus simple est de mettre en cause le revirement de l'exécutif. Après avoir annoncé que l'acte relèverait de la libre décision de chacun, il décide que la vaccination est une affaire collective et que la liberté individuelle doit céder le pas. Regrettable revirement, qui laisse dans l'ombre que le débat est loin d'être facile à organiser entre les parties prenantes.

La vaccination fait partie de ces rares actes qui relient sans couture l'individuel au collectif. En se souciant de sa protection, la personne qui se fait vacciner participe au bien commun en étendant la couverture vaccinale d'ensemble. Elle contribue à raréfier les possibilités de développement de l'agent pathogène, et dans le meilleur des cas provoque son éradication. En revanche, une couverture imparfaite lui laisse assez d'espace pour continuer de se développer au point de muter. Or des mutations peuvent aboutir à priver d'effet le processus vaccinal : il échoue soudain pour tous, faute d'avoir été accepté par tous.

[Lien vers l'article](#)

Rfi.fr

16 juillet 2021

Avec Rémy Knafou, professeur émérite de géographie

Quel tourisme pour demain ?

À l'approche de la saison estivale 2021, de nombreux pays annoncent la réouverture des frontières des lieux encore fermés, et l'assouplissement des mesures de restrictions mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

Une bonne nouvelle pour le secteur touristique qui a perdu 1 300 milliards de dollars en 2020, sous l'effet des restrictions de déplacements. Si le tourisme de masse était déjà remis en cause avant la crise sanitaire, cette pandémie a profondément bouleversé notre rapport au voyage et aux vacances. Alors que le tourisme redémarre doucement, faut-il réellement changer nos comportements touristiques ? Faut-il partir moins loin ? Un tourisme durable, respectueux de l'environnement est-il possible ?

[Lien vers l'article](#)

Capital

15 juillet 2021

Avec Laurence Jégouzo, maîtresse de conférences en droit

Pass sanitaire en vacances : puis-je annuler ma réservation ?

Les vacances seront-elles gâchées par le pass sanitaire ? Initialement conçu pour faciliter les déplacements entre les pays européens, le certificat Covid numérique sera obligatoire, à partir du 1er août, pour se rendre au restaurant, dans un centre commercial ou pour prendre un TGV. De quoi perturber l'organisation de ceux qui ont déjà réservé leur séjour, notamment les personnes non-vaccinées, ainsi que les parents d'enfants entre 12 et 18 ans, même si pour ces derniers, le gouvernement prévoit de la souplesse, jusqu'au 30 août.

Pour y remédier, il sera toujours possible de réaliser des tests PCR régulièrement tout au long de ses vacances. Mais la contrainte de prendre des rendez-vous en laboratoire, de trouver des créneaux disponibles et de réaliser des tests plusieurs fois par semaine risque toutefois de décourager plusieurs vacanciers. Dès lors, n'est-il pas plus simple d'annuler son séjour ou de le reporter ? Les vacanciers pourront-ils obtenir le remboursement de leurs vacances au motif que l'extension du pass sanitaire vient d'être annoncée ?

[Lien vers l'article](#)

Orange.fr

15 juillet 2021

Avec Paul Cassia, professeur de droit public

Story 7 : Pass sanitaire, une mesure liberticide ?

Le pass sanitaire est devenu un vrai sujet de débat. Mercredi, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de France pour protester contre l'extension de cette mesure. Pour le député européen "Les Républicains" et professeur de philosophie François-Xavier Bellamy, c'est une remise en cause profonde et inédite de notre modèle de société. Il était au micro de BFMTV ce jeudi. L'eurodéputé affirme qu'il aurait "préféré que l'État prenne ses responsabilités et décide que le vaccin est obligatoire". Le pass sanitaire est-il une mesure liberticide ? On en parle avec Geoffroy Lejeune, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles". Géraldine Muhlmann, professeure de science politique à l'université Paris II Panthéon-Assas. Pierre Jacquemain, rédacteur en chef du magazine Regards. Philippe Corbé, notre chef du service politique. Paul Cassia, professeur de droit public à l'université Panthéon-Sorbonne. Et Magali Chalais, notre journaliste.

[Lien vers l'article](#)

Libération

10 juillet 2021

Avec Laurence Jégouzo, maîtresse de conférences en droit

Vacances : et s'il fallait annuler ?

«Ceux qui n'ont pas encore réservé leurs vacances, évitez l'Espagne, le Portugal dans vos destinations», conseillait jeudi sur France 2 le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune. Et d'ajouter : «Nous pourrions avoir des mesures renforcées.» Face à la flambée des cas dans certains pays et la progression du variant delta, l'incertitude persiste donc sur les vacances d'été. Avant de réserver un vol ou un logement, le point sur tout ce qu'il faut savoir sur les conditions d'annulation.

Mon voyage est annulé : suis-je indemnisé ?

Si un vol ou une location sont annulés en raison des conditions sanitaires, c'est à la compagnie, à l'hôtel, au loueur ou à l'agence de voyages de vous rembourser intégralement. Les compagnies aériennes ont la possibilité de compenser leurs passagers par un avoir valable au moins douze mois s'ils ont réservé un vol « sec ». Mais libre à vous de refuser cette solution et de demander un remboursement comptant à la place. Précision importante : si vous n'avez pas utilisé votre avoir dans les temps, vous avez le droit d'être remboursé dans un délai de quinze jours après sa date de péremption.

[Lien vers l'article](#)

RTL

9 juillet 2021

Avec Laurence Jégouzo, maîtresse de conférences en droit

Coronavirus : peut-on encore voyager en Espagne et au Portugal ?

Certains voyageurs vont peut-être devoir changer leurs plans de vacances. Alors que le Portugal et l'Espagne font face à une recrudescence du nombre de cas de coronavirus, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Clément Beaune, a déconseillé aux ressortissants français de s'y rendre. Un conseil tardif, de nombreux juilletistes étant déjà sur place ou ayant déjà réservé leurs vacances.

Ces deux pays sont des destinations touristiques très prisées, au même titre que la Croatie ou encore la Grèce. D'autant plus cette année, puisque de nombreuses frontières sont toujours fermées en raison de la pandémie. Malgré l'appel à la prudence du secrétaire d'Etat, "il n'y a pas d'interdiction ou de modification, mais simplement une alerte", précise Valérie Boned, secrétaire générale des Entreprises du Voyage, qui rappelle que l'entrée en Espagne et au Portugal est possible "sous certaines conditions".

[Lien vers l'article](#)

Vatican news

14 juillet 2021

Avec Gilles Dorronsoro, spécialiste de l'Afghanistan, professeur de sciences politiques

Les talibans renforcent leur emprise en Afghanistan

Les talibans poursuivent leur conquête du territoire afghan, à la faveur du retrait des soldats américains. Après s'être emparés de nombreux districts, en zone rurale, et de postes-frontières clés, avec l'Iran, le Turkménistan ou le Tadjikistan, ils encerclent désormais plusieurs grandes villes.

Les talibans affirment ce mercredi 14 juillet 2021 s'être emparés d'un poste-frontière clé avec le Pakistan, ce qu'ont démenti les autorités afghanes. Face à la dégradation de la situation, la France a appelé tous ses ressortissants à quitter le pays. En début de semaine, le général Austin Scott Miller, le chef des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan, avait annoncé quitter ses fonctions. Un acte symbolique avant le départ définitif d'Afghanistan des troupes étrangères, prévu d'ici la fin du mois d'août.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

13 juillet 2021

Avec Fanny Bosc, étudiante en master 1 droit public général

Dans les « cliniques juridiques », des étudiants en droit troquent la théorie pour la pratique

Nafissatou*, une jeune mère sénégalaise, a rendez-vous ce matin de juillet au numéro 9 de la rue du Maréchal-Maison, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Elle se présente, une petite fille à la main, devant la porte vitrée d'un HLM de la mairie. Elle pianote sur l'interphone, cherche Juris Secours, une association qui s'occupe de l'accompagnement juridique des plus précaires et qui installe ses permanences là où sont les besoins, en bas des cités. La jeune femme est accueillie par une bénévole, Fanny Bosc, 21 ans, étudiante en droit à l'université Paris-I. Nafissatou raconte son histoire et elle n'a qu'une seule requête : comment faire pour protéger son enfant de l'excision ? « Quand on arrive ici, certaines questions créent un choc », reconnaît Fanny Bosc, qui commençait alors sa première semaine sur le terrain, loin de l'atmosphère feutrée de sa faculté.

[Lien via Europresse](#)

La revue internationale

12 juillet 2021

Avec Gilles Dorransoro, professeur de science politique

Les douloureuses conséquences du départ américain d'Afghanistan

Le retrait des troupes occidentales d'Afghanistan continue : début juillet les Italiens ont quitté le pays, après Espagnols, Danois et Estoniens. La prochaine grande échéance sera le départ des quelques 2.500 militaires américains encore déployés sur place, un processus décidé par Donald Trump et accéléré par Joe Biden. Le dernier soldat devra avoir quitté l'Afghanistan le 11 septembre prochain, soit vingt ans après les attentats qui ont mené vers l'intervention internationale contre les Talibans. Ne resteront sur place que les 650 hommes chargés d'assurer la sécurité de l'ambassade américaine. Washington a explicité qu'elle n'interviendrait pas pour sauver le régime afghan en cas de besoin, notamment à cause de sa corruption systématique de la classe politique qui rend tout soutien contreproductif.

[Lien vers l'article](#)

Paris.fr

12 juillet 2021

Avec Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire et civilisations

Parcours Révolution : « Les traces de la Révolution se cachent dans les plis de Paris »

A l'occasion de l'inauguration de 16 parcours sur les traces de la Révolution française et de la sortie de l'application « Parcours Révolution », l'historien et professeur à l'université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, Guillaume Mazeau, qui a participé à l'élaboration de ces balades, nous donne les détails de ce vaste projet patrimonial.

S'inspirant du modèle du Freedom Trail, créé par la ville de Boston pour retracer l'épopée de la Révolution Américaine, le Parcours Révolution permet de revenir sur les pas de la Révolution française à Paris grâce à une application, un site internet et des lutrins implantés dans l'espace public. Seize parcours inédits sont ainsi proposés à travers toute la ville avec plus de 120 lieux célèbres ou oubliés, tous liés à cette période fondatrice.

[Lien vers l'article](#)

La Croix

12 juillet 2021

Avec Jean-Marie Théodat, maître de conférences en géographie physique, humaine, économique et régionale

Haïti : la traque des commanditaires de l'assassinat se poursuit

Qui est derrière l'assassinat du président Jovenel Moïse ? La question occupe toutes les têtes à Haïti autant qu'elle intrigue les observateurs internationaux. Cinq jours après le meurtre du chef de l'État, les autorités mènent l'enquête pour remonter la piste des commanditaires de l'assassinat, mais de larges zones d'ombre persistent.

Un commando de 28 tueurs

Quelques éléments commencent tout de même à apparaître, en particulier sur l'identité du commando. Le groupe de tueurs était composé de 28 membres, dont 26 Colombiens, certains étant « d'anciens membres de l'armée », recrutés en tant que mercenaires, avait indiqué vendredi 9 juillet le ministre de la défense colombien, Diego Molano. Les deux autres membres, James Solages et Joseph Vincent, sont des Américains d'origine haïtienne.

[Lien vers l'article](#)

L'Obs

10 juillet 2021

Avec Sylvie Lindeperg, professeure des universités en histoire et civilisation

Entre archive et spectacle, comment a été filmé le procès de Nuremberg

A Nuremberg, entre le 20 novembre 1945 et le 1er octobre 1946, il y a eu 218 journées d'audience, 775 heures de débats enregistrés sur 1 912 disques, 17 000 pages de procès-verbaux, 50 millions de feuilles dactylographiées, 100 000 documents et 25 000 photographies utilisés. De cet amas, il fallait tirer un film, qui fut le lieu de conflits importants. En analysant les images, Sylvie Lindeperg nous livre un récit passionnant, qui pose les questions essentielles. Peut-on parvenir à une certaine objectivité ? Le cinéma, dans son essence, n'est-il pas une question de point de vue, donc de subjectivité ? L'irruption du cinéma dans la sphère judiciaire est-elle un fait positif ? Plus de soixante-dix ans après le fiasco de la sortie du film « Nuremberg. Its Lesson for Today », la bataille des images reste d'actualité, plus que jamais.

PARIS, FRANCE, 5 MARS 2015. A Nuremberg, pour la première fois, la question se pose : peut-on faire justice par l'image ? Cette idée est examinée dès mai 1945, pendant la préparation du procès. Toutes les fonctions de l'image sont mises à contribution pour rendre la justice. Très vite, les Américains ont essayé d'articuler deux formes de vérité : la vérité judiciaire et la vérité cinématographique. Elles ne coïncident pas nécessairement. Ainsi, par exemple, leurs images des camps de concentration entrecroisent des enjeux différents, car elles proviennent de commandes diverses. Film "Nuremberg, its lesson for today".

[Lien via Europresse](#)

L'Express

9 juillet 2021

Avec Gilles Dorronsoro, professeur de science politique

Afghanistan : "Il y a un sentiment général d'inévitabilité de la victoire des talibans"

Inexorablement, les talibans progressent en Afghanistan. Le mouvement fondamentaliste a annoncé ce vendredi avoir pris le contrôle de 85% du territoire afghan, au moment même où les Américains achèvent le retrait de leurs troupes. Jusqu'alors surtout présents dans les zones rurales, les talibans menacent désormais plusieurs villes, comme Qala-i-Naw, une capitale provinciale ciblée cette semaine par une offensive. Dans ces conditions, leur arrivée au pouvoir par la force ne semble être plus qu'une question de temps, juge Gilles Dorronsoro, professeur à l'Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et auteur de l'ouvrage *Le gouvernement transnational de l'Afghanistan : une si prévisible défaite* (Ed. Karthala).

[Lien vers l'article](#)

La Nouvelle République

8 juillet 2021

Avec Jean-Marie Théodat, maître de conférences en géographie physique, humaine, économique et régionale

Haïti : "Le pays est en état de choc, c'est un symbole qui a été atteint"

Dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 juillet, le président d'Haïti Jovenel Moïse a été assassiné dans une attaque menée par un commando armé non identifié à son domicile, situé dans la capitale, Port-au-Prince. L'annonce a été faite par le premier ministre par intérim, Claude Joseph, dans un communiqué.

Venu du monde des affaires, Jovenel Moïse, 53 ans, avait été élu président en 2016 sur une promesse de développement de l'économie du pays et avait pris ses fonctions le 7 février 2017. Actif dans plusieurs domaines économiques, dont l'exploitation de bananeraies, il n'avait alors quasiment aucune expérience en politique au moment de son élection et était très peu connu de ses compatriotes.

[Lien vers l'article](#)

Radio-canada

7 juillet 2021

Avec Jean-Marie Théodat, maître de conférences en géographie

Chaos constitutionnel et politique en vue en Haïti

Les cartes se mêlent davantage aujourd'hui pour l'avenir d'Haïti. L'assassinat du président Jovenel Moïse laisse entrevoir le pire pour le pays, déjà plongé dans une crise politique qui s'étire depuis des années.

Si la situation politique déjà tendue risque de s'envenimer après la mort de Jovenel Moïse, une crise constitutionnelle point à l'horizon. La question est sur toutes les lèvres : qui prendra les rênes du pouvoir pour succéder au président assassiné ?

Pour l'heure, le premier ministre par intérim sortant Claude Joseph semble vouloir prendre le relais. Il a affirmé ce matin en entrevue au New York Times que c'était désormais lui qui était responsable du pays.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

8 juillet 2021

Avec Gilles Dorronsoro, professeur de science politique

Mali : « A refuser la réforme, les élites politiques maliennes risquent la révolution »

Tribune. La focalisation sur la situation sécuritaire du nord et du centre malien, où opèrent différents groupes armés, dissimule un phénomène tout aussi inquiétant : l'effondrement des structures étatiques dans les régions du Mali où l'insurrection n'est pas (encore) active.

On sait que le Mali est un pays extraordinairement sous-administré avec à peine plus de 100 000 fonctionnaires (hors militaires) pour 21 millions d'habitants, soit cinq fonctionnaires pour 1 000 habitants (contre de 80 à 100 dans les pays occidentaux). La disparition des agents de l'Etat en dehors des villes est le phénomène le plus immédiatement visible : dans un cercle (l'équivalent d'un département), les fonctionnaires d'Etat ne sont guère plus d'une dizaine. Ces derniers – notamment les juges et les préfets – ne disposent d'aucune protection et ne résident que rarement en dehors des villes. Les préfets ont perdu la plupart de leurs prérogatives dans le processus de décentralisation en cours depuis les années 1990 et font surtout de la médiation.

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

6 juillet 2021

Avec Chloé Maurel, chercheuse associée au SIRICE

Des médecins militant pour la prévention de la guerre nucléaire : l'IPPNW et son double prix Nobel de la paix

En janvier 2021 est entré en vigueur le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), une victoire pour la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), regroupement de près de 500 associations militant pour la paix et le désarmement, fondé en 2007 à Vienne et dont l'action a été saluée par le prix Nobel de la paix en 2017.

Parmi ces associations, représentant plus de 100 pays, figure en bonne place l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), créée en 1980, et qui a elle-même reçu le prix Nobel de la Paix en 1985.

[Lien vers l'article](#)

Magazine-decideurs.com

6 juillet 2021

Avec Isabelle Lelieur, chargée d'enseignement à l'École d'économie de la Sorbonne

Lelieur Avocat, la nouvelle structure consacrée à l'aviation

Dotée d'une expérience de plus de vingt ans dans le domaine de l'aviation, Isabelle Lelieur accompagne de nombreux acteurs du secteur en France et à l'étranger : des compagnies aériennes, des aéroports, des propriétaires et des locataires d'aéronefs et de moteurs, des régulateurs, des organisations internationales ainsi que des prestataires de services. Sa structure tout récemment créée, Lelieur Avocat, intervient ainsi dans des dossiers contractuels, réglementaires, de concurrence, de responsabilité, de protection des données (RGPD), de politique internationale de l'aviation ou encore d'immatriculation d'aéronefs.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

3 juillet 2021

Avec Étienne de l'Estoile, doctorant en économie urbaine et financière à l'université

Résister aujourd'hui pour inventer demain" : les réflexions de trois jeunes aux Rencontres économiques d'Aix

Les jeunes, frappés de plein fouet par la crise, ont des idées à revendre et envie de participer au débat économique. En témoigne les contributions reçues en vue des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence qui se tiennent du 2 au 4 juillet. Des copies envoyées dans le cadre du dispositif "la Parole aux 18-28", initié par le Cercle des économistes, en partenariat avec France Culture.

"Résister aujourd'hui pour inventer demain", c'est le thème qui était retenu cette année. De quoi inspirer les candidats, 68 contributions sont d'ailleurs mises en exergue dans un livret (voir ci-dessous). Et parmi ces écrits, trois d'entre eux ont été distingués par un jury présidé par le physicien Étienne Klein, directeur de recherches au CEA et docteur en philosophie des sciences. Présentation des lauréats, de leurs réflexions, leurs doutes et leurs espoirs.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

3 juillet 2021

Avec Maria Gravari-Barbas, professeure de géographie

Après le Covid, y a-t-il un nouveau type de touriste ?

Les vacances se profilent et les professionnels du tourisme ont les yeux rivés sur les statistiques. On peut en donner quelques-unes : avant la crise sanitaire, la France accueillait chaque année près de 90 millions de touristes étrangers, pour un secteur qui représentait alors 8 % du PIB, et deux millions d'emplois directs et indirects. Des chiffres qui s'étaient effondrés à 35-40 millions en 2020... pour remonter dit-on autour de 50 millions de visiteurs internationaux cette année. Il faut y ajouter quatre millions de vacanciers Français en plus par rapport à 2019.

Autre changement, les vacanciers sont de plus en plus nombreux à plébisciter ce qu'on appelle un tourisme "vert". Et les acteurs du secteur, qu'ils soient institutionnels ou privés, élus locaux ou voyageurs, en ont bien conscience. On l'a vu cette semaine à Paris où se tenaient les premières Assises du tourisme durable, avec cette idée : il faut relancer la machine, mais le faire de façon écoresponsable. Fini donc le tourisme de masse, place à la proximité, au bas-carbone, à une nouvelle relation entre les villes et les espaces naturels qui les entourent.

[Lien vers l'article](#)

France inter

3 juillet 2021

Avec Maria Gravari-Barbas, professeure de géographie

Maria Gravari-Barbas : "La pandémie a engendré le grand retour des frontières"

Jean-François Rial, président de Voyageurs du Monde et de l'Office du Tourisme et des Congrès de Paris et Maria Gravari-Barbas, directrice de l'EIREST (Equipe interdisciplinaire de recherches sur le tourisme) sont les invités de ce samedi matin sur France Inter.

[Lien vers l'article](#)

La Croix

1^{er} juillet 2021

Avec Arnaud Gossement, professeur associé

Climat, le Conseil d'État tance le gouvernement

Explication Jeudi 1er juillet, la haute juridiction, saisie par la commune Grande-Synthe, a enjoint au gouvernement de prendre des « mesures supplémentaires » avant le 31 mars 2022 pour baisser les gaz à effet de serre émis par la France sur son sol. Une première.

Saisi par la commune de Grande-Synthe (Nord) et plusieurs associations - Oxfam, Greenpeace, Notre affaire à tous et la fondation Nicolas Hulot -, le Conseil d'État a estimé jeudi 1er juillet que sans mesures nouvelles, la France ne serait pas en mesure de respecter les objectifs de réduction de gaz à effet de serre que l'État a fixé pour 2030, dans le cadre de l'accord de Paris - soit une baisse de 40 % des émissions par rapport à 1990. Il a donc enjoint au gouvernement de prendre « toutes mesures utiles permettant d'infléchir la courbe des émissions de gaz à effet de serre produites sur le territoire national ».

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

1^{er} juillet 2021

Avec Sébastien Grobon, doctorant au CES

Du début du XX^e siècle à aujourd'hui, le choix du conjoint reste-t-il une affaire de famille ?

On ne choisit plus son conjoint de la même manière qu'il y a un siècle. L'intervention des parents, jugée illégitime aujourd'hui, était déterminante au moins jusqu'au milieu du XX^e siècle. Depuis, la famille donne de plus en plus de place à l'expression des individus qui la composent, et ce mouvement s'est accéléré à partir des années 1960.

Comment a évolué le rôle des parents dans la formation du couple de leurs enfants ?

Analysant trois enquêtes sur la formation du couple menées en France au cours des soixante dernières années, nous retraçons la place croissante du mariage d'amour depuis le début du XX^e siècle et l'élargissement des lieux de rencontre, au détriment du contrôle familial. Si les parents sont plus ouverts qu'il y a 50 ans au choix du conjoint fait par leurs enfants, cette évolution n'a eu lieu qu'après une augmentation des désaccords dans ce domaine qui a culminé autour de 1968.

[Lien vers l'article](#)

Le Figaro

30 juin 2021

Avec Philippe Dagen, professeur d'histoire

L'art « Ex Africa » à l'heure d'un autre regard

Appropriation, le vilain mot est lâché. Dès le prologue d'«Ex Africa», le principe de cette confrontation des continents entend sortir des habitudes et redonner de la substance aux «Présences africaines dans l'art d'aujourd'hui». Son commissaire, notre confrère du journal Le Monde , Philippe Dagen, entend se démarquer de la hiérarchie implicite des civilisations et donc des arts, telle que dans «Le primitivisme dans l'art du XX^e siècle: les artistes modernes devant l'art tribal», exposition du MoMA de New York en 1984 longtemps considérée comme la référence. Propos très didactique et très militant de ce normalien, agrégé d'histoire et professeur en histoire de l'art à l'université Paris 1-Panthéon-Sorbonne? Redonner âme et contexte, «existence et sens propres» à des artistes fort divers mais tous ancrés sur le continent africain qui ont influencé et continuent d'influencer l'art de leurs contemporains, urbi et orbi.

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro

30 juin 2021

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

Pierre Vermeren: «Islamistes et nationalistes se disputent le pouvoir au Maghreb, mais la majorité de la population ne pense qu'à survivre»

En Algérie comme en Tunisie ou au Maroc, les islamistes, pourtant discrédités aux yeux de la plupart des habitants, occupent une place dans l'appareil d'État. L'historien du Maghreb contemporain dépeint les raisons de leur relatif succès, entre fascination pour le modèle turc, chômage massif et abstention record.

Normalien et agrégé d'histoire, professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Paris I - Sorbonne, Pierre Vermeren est l'auteur de nombreux ouvrages salués par la critique. Il a notamment publié *Le Maroc en 100 questions* (Tallandier, 2020, 352 p., 16,90€).

LE FIGARO. - Les islamistes viennent de conquérir la majorité des sièges au parlement algérien, ils gouvernent au Maroc malgré le roi Mohammed VI et contrôlent l'appareil étatique en Tunisie. Or on les dit toujours défaits, sur le point de quitter l'arène politique. Comment peut-on expliquer ce paradoxe ?

[Lien via Europresse](#)

France bleu

21 juin 2021

Avec Laurence Jegouzo, maîtresse de conférences en droit public

Tous Experts

Émission "Tous Experts" du 21 juin 2021 (à 34'50)

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

29 juin 2021

Avec Etienne Huyghe, doctorant en science politique

Le postcolonialisme : une impasse conceptuelle à interroger ?

Le postcolonialisme, qui a émergé à la fin des années 1970, constitue aujourd'hui un courant de pensée particulièrement influent dans le monde académique français et international.

Les études produites dans le champ du postcolonialisme concentrent leur analyse sur les effets passés et présents de la domination culturelle et psychique exercée sur les sociétés et les populations anciennement colonisées. Les travaux s'en réclamant, ou utilisant des concepts qui en sont issus, se sont multipliés au cours de ces dernières années, sans que les prémisses théoriques qui leur servent de socle soient toujours interrogées.

[Lien vers l'article](#)

Franceinfo

29 juin 2021

Avec Thomas Clay, professeur de droit

La déroute des Bleus, la menace du variant Delta, les partis à la recherche de leur candidat pour 2022... Les informés du mardi 29 juin 2021

Les thèmes :

- Comment expliquer la débâcle des Bleus à l'Euro ? Quel avenir pour le sélectionneur Didier Deschamps après cette élimination surprise contre la Suisse ?
- Le variant Delta représente désormais 20% des nouveaux cas de Covid en France selon le ministre de la Santé Olivier Véran. Comment inciter à la vaccination ? Faut-il rendre payants les tests PCR "de confort" ?
- Eric Piolle candidat à la primaire EELV pour 2022. Quelle stratégie pour la gauche et les écologistes ? A droite, une primaire inévitable pour choisir son candidat ?

[Lien vers l'article](#)

Connaissancedesarts.com

29 juin 2021

Avec Pascal Rousseau, professeur d'histoire

Prix du livre d'art 2021 : L'hypnose et la sculpture de la Renaissance italienne mises à l'honneur

Pour sa deuxième édition, le Prix du livre d'art, porté par la Ville d'Ajaccio, a été remis samedi 26 juin à l'ouvrage « Hypnose » de Pascal Rousseau (Beaux-Arts de Paris éditions). Le prix complémentaire du catalogue d'exposition 2021 a été quant à lui décerné au « Corps et l'âme » de Marc Bormand, Beatrice Paolozzi Strozzi et Francesca Tasso (éditions du musée du Louvre).

Le Palais Fesch-musée des Beaux-Arts d'Ajaccio a célébré ce weekend les beaux livres. Samedi 26 juin, le Prix du livre d'art 2021, porté par la ville corse et doté de 3000 €, a été remis à Hypnose, art et hypnotisme de Mesmer à nos jours, de Pascal Rousseau, professeur d'enseignement théorique et d'histoire de l'art aux Beaux-Arts de Paris et professeur d'histoire de l'art à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Coédité par les Beaux-Arts de Paris et le Musée d'arts de Nantes, l'ouvrage est paru en octobre dernier à l'occasion de l'exposition « Hypnose », dont l'auteur est co-commissaire.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

28 juin 2021

Avec Sébastien Ledoux, chargé d'enseignement à l'EHS

Pour l'historien Sébastien Ledoux, Emmanuel Macron « produit un récit héroïque traditionnel lorsqu'il met en avant des figures comme Napoléon »

Alors que la France ne cesse de se déchirer sur son histoire coloniale, Sébastien Ledoux, chercheur en histoire contemporaine à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne et enseignant à Sciences Po Paris, analyse, dans La Nation en récit des années 1970 à nos jours, la fabrique de la mémoire collective. Auteur du Devoir de mémoire, une formule et son histoire (CNRS éditions, 2016), l'historien décrypte avec subtilité les ombres et les lumières du récit national français.

Comment définiriez-vous ce que vous appelez le « récit national » ?

Le récit national est un fait social : il institue entre l'Etat et ses concitoyens un contrat narratif et politique qui situe les individus dans des obligations vis-à-vis de la nation le sacrifice du soldat « mort pour la patrie » en est la scène ultime. C'est un récit d'endettement : il est destiné à susciter l'appartenance à une communauté-nation par le partage d'un même imaginaire historique.

[Lien via Europresse](#)

Europe 1

28 juin 2021

Avec Michaël Zemmour, maître de conférences en sciences économiques

19h-20h : Réformer les retraites avant la présidentielles ?

Deux heures d'actualité avec toute la rédaction d'Europe 1 autour de Julian Bugier. Des invités mais aussi des débats d'actualité, notamment à 18h30 avec les Grandes voix d'Europe 1 et à 19h15 autour de Julian Bugier et d'un invité.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

25 juin 2021

Avec Frédéric Sawicki, professeur de science politique

Régionales 2021 : Huchon et Valls votent Péresse, Jospin et Hollande choisissent Bayou

Lionel Jospin, François Hollande, Jean-Paul Huchon, Manuel Valls. Ces quatre-là furent longtemps amis, alliés, rivaux parfois au sein du Parti socialiste (PS). A l'approche du second tour des élections régionales, les anciens poids lourds de la gauche français se retrouvent en opposition frontale. Un signe de plus des déchirements au sein de la famille socialiste, notamment sur la stratégie d'alliances à mener pour regagner le pouvoir.

Tout est parti de Manuel Valls et Jean-Paul Huchon qui, jeudi 24 juin, ont appelé l'un après l'autre à voter « sans hésitation » pour la liste de droite menée en Ile-de-France par l'ancienne ministre sarkozyste Valérie Péresse. Pour contrer ces tirs croisés, le PS et la liste d'union de la gauche portée par l'écologiste Julien Bayou ont fait monter au créneau deux autres grandes figures du parti. L'ancien président François Hollande « soutient dans toutes les régions de France les listes où figurent des candidats socialistes, conformément à son engagement de toujours », a indiqué son entourage à l'AFP.

[Lien via Europresse](#)

Rfi.fr

25 juin 2021

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Le retour de la menace inflationniste

On la pensait disparue, évincée des cycles économiques. Et pourtant la revoilà ! L'inflation fait son retour dans l'actualité. En Turquie, elle atteint 19% en rythme annuel. En Chine, les prix à la production avaient augmenté au mois de mai 2021 de 9% sur un an. La Banque d'Angleterre dit que le phénomène touche l'économie britannique et que cela va durer. C'est quoi le problème allez-vous me dire ?

L'inflation, c'est souvent une catastrophe pour les plus pauvres, car si les rentrées financières n'augmentent pas, c'est le pouvoir d'achat qui est rogné et la misère qui s'installe. Mais pas d'inflation du tout, c'est aussi un problème pour les économies même dans les pays développés. Alors l'inflation est-elle aujourd'hui de nouveau une menace ? Pourquoi ? Dans quelle mesure, est-ce la conséquence de la pandémie de coronavirus ? Voilà quelques-unes des questions qui seront posées aux deux invitées que voici.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

24 juin 2021

Avec Jean-Michel Tobelem, professeur associé à l'Institut de recherches et d'études supérieures du tourisme

Collection Pinault : « Le choix d'une fondation aurait été plus en phase avec un projet muséal qui s'affiche comme généreux et désintéressé »

C'est un choix surprenant qu'a effectué la famille Pinault pour la création de la Bourse du commerce-Collection Pinault, exploitée dans le cadre d'un bail emphytéotique signé avec la Ville de Paris, propriétaire du bâtiment, car elle donne l'impression d'être peu au fait des principes qui guident l'action philanthropique dans le monde. Conformément au modèle mis en oeuvre à Venise pour le Palais Grassi et la Pointe de la douane, c'est en effet une société commerciale filiale de la holding familiale Financière Pinault qui va gérer ce nouveau lieu d'exposition consacré à l'art contemporain.

Dans le même temps, les représentants de la SAS ne démentent pas systématiquement la dénomination « fondation » employée par certains journalistes, laissant ainsi planer un doute sur une volonté de la famille Pinault de se draper des oripeaux de la philanthropie tout en s'affranchissant de ses règles.

[Lien via Europresse](#)

Novethic.fr

24 juin 2021

Avec Rémy Knafou, professeur émérite

Le tourisme génère 11 % des émissions de gaz à effet de serre de la France

Avec 89,3 millions de touristes avant la pandémie, la France est historiquement la première destination touristique du monde. C'est aussi un pilier économique qui représente plus de 7 % du PIB du pays. Mais ce secteur génère de graves pressions sur l'environnement. La pause forcée du tourisme avec le Covid-19 pousse ainsi la France à revoir sa partition. Le 2 juin, lors de la présentation du "*plan de reconquête*" pour le tourisme, le Président de la République, Emmanuel Macron, a estimé qu'il fallait "*valoriser pleinement notre patrimoine*", "*avoir une stratégie de tourisme vert, tourisme patrimonial et d'investir là aussi pour mettre en valeur notre patrimoine naturel et architectural*".

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

24 juin 2021

Avec Laurent Feller, professeur d'histoire

« Entre économistes et historiens, un dialogue sur la construction des données »

Historiens et économistes n'auraient-ils donc rien à se dire ?, demande, dans sa chronique, Antoine Reverchon. Pourtant, au terme d'un séminaire commun, les chercheurs des deux disciplines confrontent de façon inédite leurs méthodes respectives dans un essai paru en 2020, « L'Evident et l'invisible ».

Chronique. Tout historien le sait bien : pour pouvoir raconter l'histoire, il faut s'attacher à trier, dans les documents, les ruines et les traces laissées par nos ancêtres, celles qui permettront de comprendre et décrire ce qui s'est réellement produit dans le passé. Car il n'en reste que des bribes, choisies à dessein par les contemporains, ou au hasard des guerres et des incendies, ou par la grâce des réinterprétations successives et... des mystifications. L'archive, la source, la trace ne se transforment donc en données que par un patient travail qui permet d'en comprendre la genèse, l'intention, l'histoire en somme. Le traitement qui en a été fait est tout autant d'intérêt historique que l'objet traité lui-même – y compris le traitement que l'historien lui-même y applique.

[Lien via Europresse](#)

Ouest France

24 juin 2021

Avec Stéphane Laurent, maître de conférences en histoire

Carantec. Conférence d'Étienne de Kergariou au cinéma, samedi

Les amateurs des œuvres de Charles de Kergariou (1899-1956), grand-oncle d'Étienne, sont très nombreux. Tous sont sensibles à son talent de peintre et de décorateur reconnu de la Bretagne de l'entre-deux-guerres. Son œuvre de chevalet, bien moins connue car pas visible du public, n'en est pas moins intéressante. Étienne de Kergariou, qui prépare une thèse de doctorat en histoire de l'art sur le peintre Kerga, baptisée « Kerga, peinture, décor et graphisme, une œuvre unifiée », sous la direction de Stéphane Laurent à l'université de Paris-1-Panthéon-Sorbonne, était vraiment l'homme de la situation pour animer la conférence proposée, samedi, au cinéma Étoile de Carantec sur le thème « Carantec et ses environs, vus par Kerga ». Il répond ainsi à l'invitation de l'association Carantec Culture, qui reprend ses activités après de longs mois de disette dus au Covid. Suivra, toujours au cinéma Étoile, samedi 17 juillet, à 17 h, la conférence animée par Loïck Mével et intitulée « Le Cormoran, histoire et savoir-faire d'une réussite carantécoise ».

[Lien vers l'article](#)

Orientxxi.info

23 juin 2021

Avec Sixtine Deroure, doctorante en sociologie à l'IEDES

Gehad Elgendy lauréate du prix Michel Seurat 2021

Le prix Michel Seurat, institué en 1988 par le CNRS, vise à aider financièrement chaque année un.e jeune chercheur.e, ressortissant d'un pays européen ou d'un pays du Proche-Orient ou du Maghreb, contribuant ainsi à promouvoir connaissance réciproque et compréhension entre la société française et le monde arabe.

Depuis 2017, son organisation a été déléguée au GIS Moyen-Orient et mondes musulmans, en partenariat avec l'IISMM-EHESS et Orient XXI.

Le jury, désigné par la direction du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans s'est réuni le 11 juin 2021 pour élire le lauréat ou la lauréate. Après délibération, le prix est attribué à Gehad Elgendy, dont le projet de thèse s'intitule « Les "altérations" génitales féminines médicalisées en Égypte. Sexualité, médecine et gouvernement des corps », en préparation à l'université de Bordeaux, sous la direction d'Isabelle Gobatto.

[Lien vers l'article](#)

La Tribune

23 juin 2021

Avec Carlos Moreno, enseignant-chercheur à l'IAE

Carlos Moreno : "Une proximité heureuse pour une urbanité vivante

Nous voici depuis plus d'un an, après l'apparition du coronavirus, brutalement plongés dans la plus grande crise sanitaire de l'histoire moderne. De restriction en restriction, partout dans le monde, elle nous frappe au cœur de nos vies, la vie urbaine. Avec une issue encore incertaine, c'est un grand défi pour l'humanité qui est venu s'ajouter à cet autre qui hante nos vies également, le changement climatique. Voilà deux menaces qui sont bien présentes, qui se croisent, et qui, sans doute, sont aussi liées, dans ce monde de l'anthropocène. En effet, quand l'hyperactivité humaine se fait au détriment de nos ressources, de la nature, de la biodiversité, du sol que nous arpentons, de l'air que nous respirons, de l'eau que nous buvons, de notre qualité de vie, c'est notre propre vie et même à terme notre survie en tant que civilisation qui est en jeu.

[Lien vers l'article](#)

Le journal CNRS

23 juin 2021

Avec Anne-Marie Moulin, directrice de recherche émérite de l'unité CNRS/université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

De l'angoisse à la lutte, une histoire du sida

Les premiers cas identifiés de sida, en 1981, ont semé la panique et apporté leur lot de discriminations. La médecine se révélant au départ impuissante, malades et associations se sont fortement mobilisés pour l'accès aux traitements et la démocratie sanitaire. Malgré tout, les inégalités persistent dans l'accès aux traitements et la prévention.

En 1982, Anne-Marie Moulin¹, alors spécialiste en parasitologie, rencontre son premier patient, atteint de ce qui ne s'appelait pas encore le sida ; celui-ci est mourant. « Ses derniers jours ont été inutilement tourmentés par ceux qui cherchaient à obtenir l'aveu de son homosexualité. Pourtant, ce chercheur revenait d'une mission à Haïti. Après un accident, il avait été transfusé sur place, contractant ainsi le virus, alors inconnu », se souvient cette directrice de recherche émérite au CNRS, au laboratoire Sciences, Philosophie, Histoire², où elle continue d'étudier les maladies émergentes. Cette terrible anecdote révèle à quel point les malades atteints du sida ont d'emblée été stigmatisés.

[Lien vers l'article](#)

France Culture

23 juin 2021

Avec Sylvie Lindeperg, professeure d'histoire

Nuremberg : images de justice

Nuremberg, procès exemplaire ou spectaculaire ? Rendez-vous avec l'historienne des images Sylvie Lindeperg, qui publiait "Nuremberg la bataille des images" aux éditions Payot en avril 2021.

De l'importance de penser les finalités des images et les limites qu'on veut bien leur imposer, avec notre invitée, Sylvie Lindeperg. Professeure d'histoire du cinéma à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle s'est beaucoup penchée sur les images de la Seconde Guerre mondiale et sur les procès pour crimes contre l'Humanité. Elle s'intéresse en outre aux relations entre cinéma, mémoire et histoire.

[Lien vers l'article](#)

Positiv.fr

23 juin 2021

Avec Guillaume Simiand, professeur agrégé à l'EDS

Grand oral du bac : les grands orateurs antiques vous donnent leurs conseils pour réussir

Les articles de presse se multiplient sur le « grand oral », nouveauté du baccalauréat 2021. À les lire, une anxiété certaine toucherait les élèves qui se préparent à passer cette épreuve, mais aussi certains enseignants chargés de les évaluer.

De manière plus profonde se greffe sur cette situation la crainte très répandue de la prise de parole en public. Naomi Osaka en a donné ces derniers jours une excellente illustration : championne de tennis victorieuse de quatre tournois du Grand Chelem, elle a préféré il y a quelques jours se retirer de Roland-Garros plutôt que de participer au rituel de la conférence de presse, qu'elle jugeait trop anxiogène.

[Lien vers l'article](#)

La voix du Nord

22 juin 2021

Avec Guillaume Simiand, professeur agrégé à l'EDS

Parler en public vous fait peur ? Réussissez votre Grand oral du bac, en vous inspirant des orateurs antiques !

Le « grand oral », c'est la nouveauté du baccalauréat 2021. Une anxiété certaine toucherait les élèves qui se préparent à passer cette épreuve, mais aussi certains enseignants chargés de les évaluer. De manière plus profonde se greffe sur cette situation la crainte très répandue de la prise de parole en public.

Si vous êtes comme Naomi, notez qu'il est beaucoup plus facile d'apprendre à parler en public, et à gérer les émotions qui vont avec, que de gagner un tournoi du Grand Chelem. D'amples ressources existent sur le sujet : la question de faire passer des messages à la fois contrôlés et efficaces se pose depuis que l'homme vit dans des sociétés fondées sur le droit (via la plaidoirie) et démocratiques (via le débat).

[Lien vers l'article](#)

Slate

21 juin 2021

Avec Guillaume Simiand, professeur agrégé à l'EDS

Il n'y a que trois moyens de rater son grand oral du bac. Sinon, voici comment le réussir

Les articles de presse se multiplient sur le grand oral, nouveauté du baccalauréat 2021. À les lire, une anxiété certaine toucherait les élèves qui se préparent à passer cette épreuve, mais aussi certains enseignants chargés de les évaluer.

De manière plus profonde se greffe sur cette situation la crainte très répandue de la prise de parole en public. Naomi Osaka en a donné ces derniers jours une excellente illustration : championne de tennis victorieuse de quatre tournois du Grand Chelem, elle a préféré il y a quelques jours se retirer de Roland-Garros plutôt que de participer au rituel de la conférence de presse, qu'elle jugeait trop anxiogène.

[Lien vers l'article](#)

Médiapart

18 juin 2021

Avec Isabelle Sommier, professeure de sociologie et directrice adjointe de l'UMR 8209

Comment les violences politiques ont évolué en France

La sociologue Isabelle Sommier a dirigé un travail collectif pour quantifier les violences politiques en France sur les trois dernières décennies. On n'y repère pas une explosion de faits, mais des évolutions intéressantes concernent leurs auteurs et la nature de la violence employée. Entretien vidéo.

Pour ne pas en rester à des propos « *impressionnistes et alarmistes* » en ce qui concerne les violences politiques, notre invitée Isabelle Sommier et ses collègues ont choisi d'adopter « *une approche clinique* ».

[Lien vers l'article](#)

Vie de l'université

Ouest France

7 juillet 2021

Avec des étudiants de l'université

Un tableau de 1830 retrouve sa chapelle

Le tableau Marie-Madeleine au pied de la croix, inscrit au titre des objets le 3 décembre 1998, était sans doute à l'origine compris dans un ensemble autel, tabernacle et retable qui pourraient être assimilés aux éléments correspondants, disséminés dans la chapelle. Il mesure 232 x 190 cm.

Sauvé de l'incendie

« Exposé dans la chapelle Saint-Nicolas-des-Eaux pendant de nombreuses années, il avait été abîmé par le temps et les manipulations. Le tableau avait donc été retiré et enfermé dans la sacristie, puis entreposé dans l'ancien presbytère de Pluméliau, relate Gwenaël Gosselin, adjoint à la culture. En 2016, Lors de l'incendie de l'ancien presbytère, alors inoccupé, Nicolas Jégo, adjoint aux sports, à la culture et aux associations, entre dans le bâtiment pour sauver plusieurs objets conservés à l'étage dont ce tableau qu'il aura à cœur ensuite de faire restaurer. Une opération longue et minutieuse qui a été confiée à Magali Troy (atelier Arcoat à Pont-Scorff), restauratrice du patrimoine, habilitée Musée de France. »

[Lien via Europresse](#)

The connexion

7 juillet 2021

L'université est citée

Why are French universities often allocated a number ?

The first universities with numbers – sometimes expressed in Roman numerals and sometimes written in ordinary figures – came about when several old established universities were split into several new numbered ones.

Reader question: Why do French universities have numbers, such as Paris 1 and Paris 2? What does it refer to?

This practice dates from the latter part of 1968, when a major reform of the university system was undertaken under then-education minister Edgar Faure, who had been appointed by President de Gaulle after the student protests of May that year.

The first universities with numbers – sometimes expressed in Roman numerals and sometimes written in ordinary figures – came about when several old established universities were split into several new numbered ones.

[Lien vers l'article](#)

Tourmag.com

6 juillet 2021

L'université est citée pour son soutien avec la fondation "je pars, tu pars, il part"

Vacances solidaires : 9 opérateurs du tourisme soutiennent la Fondation Je pars, tu pars, il part

Tous ces opérateurs ont un point en commun : ils ont décidé de soutenir la Fondation Je pars, tu pars, il part pour permettre à plus de 200 familles défavorisées, soit 1 000 adultes et enfants, de profiter gracieusement cet été d'une semaine de vacances en France.

Et ce, dans de nombreuses destinations : en bord de mer, à la montagne ou encore au cœur des campagnes françaises.

"Cet été, nous passons un nouveau cap ! Grâce à la générosité de tous les acteurs, nous allons donner un peu d'évasion à plus de 1 000 personnes. Les mois de confinement ont durement touché chacun d'entre nous, mais pour ceux qui sont dans la précarité, le bilan est encore plus difficile.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

4 juillet 2021

L'université est citée concernant l'association Linkee présente sur le campus universitaire pour venir en aide aux étudiants en situation précaire

Pour les étudiants les plus en difficulté, la précarité ne disparaît pas pendant l'été

Au risque de casser l'ambiance, non, la réouverture des terrasses n'a pas fait disparaître tous les problèmes engendrés par la crise sanitaire ; la fin du couvre-feu non plus, ni le début de l'été. Pour les étudiants précaires, l'arrivée des vacances n'est en rien synonyme d'accalmie.

Dans le 13^e arrondissement de Paris, soir de défaite de l'équipe de France de football à l'Euro (on avait prévu pour l'ambiance), ils étaient près de quatre cents à se presser dans le bar associatif ESS'pace. Pendant que d'autres se préparaient pour le match, eux venaient récupérer des denrées alimentaires et autres kits d'hygiène.

Cantal AOP, fenouils et pomelos bios, carottes râpées, faisselle et fromage frais, œufs « très gros » de la Ferme du pré... Sans oublier les Kinder Bueno (« pleins d'huile de palme, mais pour le kif ! », précise Simon, l'un des trente bénévoles du jour) : voilà de quoi remplir de nombreux cabas en berne.

[Lien via Europresse](#)

L'Obs

3 juillet 2021

L'université est citée concernant le contenu la licence de droit

La fin du bac national ? Inspirateur de la réforme du lycée, Pierre Mathiot répond aux critiques

Si l'on suit vos préconisations reprises par Jean-Michel Blanquer, le bac 2022 sera évalué à 40% au contrôle continu intégral. Ce serait une rupture majeure avec la tradition des épreuves nationales et anonymisées. Qu'est-ce qui motive cette proposition ? Permettez-moi d'apporter un léger correctif. Le bac comportait déjà une part de contrôle continu puisque les épreuves d'EPS étaient évaluées au CCF (contrôle en cours de formation), une partie des langues aussi et personne, notamment du côté des syndicats enseignants, n'y trouvait rien à redire. Par ailleurs, nous sortons de deux sessions du bac passée quasi intégralement au contrôle continu, Covid oblige, et là non plus, je n'ai entendu aucun enseignant expliquer que les baccalauréats 2020 et 2021 avaient une valeur « dégradée ». Mais passons : la réforme du lycée que nous portons crée en effet une rupture avec ce qui était proposé jusqu'à présent. Ce qui nous motive, c'est un souci d'équilibre entre les différentes formes d'évaluation qui conduisent à l'obtention du bac.

[Lien via Europresse](#)

Le Monde

2 juillet 2021

L'université est citée concernant la proportion de vœux acceptés en licence de droit

Rentrée universitaire : le 100 % présentiel visé et 14 000 places supplémentaires dans les filières en tension

La ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a affirmé son souhait d'une rentrée universitaire à « 100 % en présentiel ». Par ailleurs, elle a annoncé, vendredi 2 juillet, la création de 14 000 places pour les étudiants des filières en tension.

Ces places, dans les « universités [et] les IFSI [Instituts de formation en soins infirmiers] », s'ajouteront aux 5 000 supplémentaires en BTS annoncées jeudi et aux « 15 000 [créées] en début d'année en voyant arriver les futurs bacheliers ». Ce qui porte à « près de 34 000 » le nombre total de places supplémentaires pour la rentrée 2021-2022, a souligné Mme Vidal au micro d'Europe 1.

Les filières en tension, qui enregistrent beaucoup plus de candidats que de places, varient selon les régions. Les études d'infirmiers et infirmières sont ainsi particulièrement concernées. En licence de droit, par exemple, les vœux sont presque tous satisfaits en Bretagne, tandis qu'en Ile-de-France seul un candidat sur deux (52 %) obtient une admission ferme à Paris-Nanterre, un sur quatre (27 %) à l'université Paris-II Panthéon-Assas (pour son site intra-muros) et un sur cinq à Paris-I Panthéon-Sorbonne. Les licences Staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives) et la psychologie sont également en tension dans de nombreuses régions.

[Lien vers l'article](#)